



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010

CONTENU

Politique commerciale américaine

Le renouvellement des programmes tarifaires préférentiels compromis ?1

Propriété intellectuelle

Le Sénat s'attaque à la contrefaçon dans le commerce en ligne3

Relations commerciales

États-Unis/Panama : Accord sur l'échange d'informations fiscales et négociations sur le travail.4

Études économiques et articles connexes5

Politique commerciale américaine

Le renouvellement des programmes tarifaires préférentiels compromis ?

Les programmes tarifaires préférentiels américains pourraient bien faire les frais des tensions politiques entre démocrates et républicains. Ces derniers ont pris le contrôle de la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat et souhaitent limiter la capacité de dépenser de l'État fédéral. Les sénateurs républicains ont à leur tour adopté la directive non contraignante de proscription de la pratique du « earmarking » le 16 novembre dernier, après que les représentants républicains à la Chambre en aient fait autant en mars 2010. L'adoption de cette directive compromet le passage du Miscellaneous Tariff Bill (MTB) que les démocrates souhaitent adopter durant la présente session de fin de mandat (*lame duck session*) ainsi que l'extension des programmes de *Système généralisé de préférence* (SGP) et de l'*Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (ATPDEA), qui arrivent à échéance le 31 décembre 2010.

Les « earmarks » sont une pratique d'affectation d'enveloppes budgétaires à des projets sous la juridiction des États qui sont attachées à des projets de loi sans préavis. Les projets ainsi financés sont rarement étudiés par les comités du Congrès. Leur somme totale est relativement négligeable et n'a totalisé qu'environ 16 milliards de dollars É-U en 2009. Ces crédits ont la particularité d'être non transférables. Les excédents ne peuvent être réaffectés à de nouvelles enveloppes ni être retournés au coffre de l'État fédéral. De plus, ils sont caractérisés par une certaine opacité, puisque les congressistes n'ont pas droit de regard sur la façon dont ces crédits sont dépensés une fois qu'ils ont été octroyés. Cette pratique a souvent été utilisée par le passé de façon partisane par les représentants, démocrates comme républicains, afin de soutenir des projets qui jouissent d'une visibilité importante au niveau local. La droite américaine a fait de cette pratique un symbole des dépenses excessives de l'État fédéral. La politique adoptée par le Parti républicain de rejeter la pratique des « earmarks » se veut une réponse aux priorités de contrôle des dépenses et de réduction de la taille de l'État défendues par la majorité de ses candidats lors des dernières élections de mi-mandat.

Cette directive pourrait entraver le passage du deuxième Miscellaneous Tariff Bill (MTB) de 2010 que le comité sur les Voies et Moyens de la Chambre des représentants a présenté le mercredi 24 novembre dernier et que la direction démocrate du Congrès souhaite voir adopté avant Noël. La raison en est que les projets de loi inclus dans un MTB sont identifiés comme des



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010

« earmarks », puisque les quelque 685 projets de loi qui modifient la liste tarifaire américaine (*U.S. Harmonized Tariff Schedule*) en octroyant des suspensions de tarifs à des produits spécifiques qui ne sont plus fabriqués aux États-Unis sont adoptés en bloc et ne sont pas abrogeables individuellement. Les MTB ne sont généralement pas des projets de loi controversés. Le premier MTB de 2010, le *U.S. Manufacturing Enhancement Act of 2010*, a passé le vote de la Chambre avec 378 voix en faveur contre seulement 43 qui s'y opposaient, et ce, malgré la directive adoptée par les représentants républicains de proscrire l'appui aux projets de loi contenant des « earmarks ». Cependant, le renversement de la balance du pouvoir au sein de la Chambre et l'orientation marquée très à droite de nombreux nouveaux élus républicains pourraient cette fois favoriser le respect de la ligne de parti et reporter l'adoption du deuxième MTB. Les républicains pourraient vouloir marchander le passage du MTB en échange de la prolongation des réductions de taxes de l'ère Bush qui arrivent à échéance sous peu. Une rencontre entre le président Obama et un groupe bipartisan de leaders du Congrès a lieu le 30 novembre à ce sujet.

De plus, démocrates et républicains sont en discussions afin de définir les modalités d'extension du SGP et de l'ATPDEA. Des républicains influents comme le sénateur Charles Grassley (R-IA) voudraient les voir réformés et ne donneront pas leur appui à une extension à long terme de ces programmes préférentiels. S'ils sont reportés pour moins de deux ans, ce qui est très probable, le niveau de coopération entre républicains et démocrates à leur échéance pourrait être insuffisant pour les reconduire.

Le programme de SGP, en place depuis l'entrée en vigueur de la loi américaine *Trade Act of 1974*, est une procédure d'exception à la règle du traitement de la nation la plus favorisée (NPF) de l'OMC qui a pour objectif de promouvoir l'accès au marché américain pour les exportateurs des États sous-développés, alors que l'ATPDEA, une réforme de l'*Andean Trade Preference Act* (ATPA) de 1991 en vigueur depuis le 6 août 2002, élimine les tarifs douaniers sur certains produits en provenance de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur et du Pérou en échange d'une lutte accrue de ces États envers le narcotrafic. Les deux programmes ont été renouvelés pour une période d'un an le 22 décembre dernier.¹ Par le passé, lorsque ces programmes ont été renouvelés après leurs échéances, les réductions tarifaires qu'ils octroient ont été accordées rétroactivement aux importateurs américains.

Pour obtenir de l'information détaillée sur les programmes tarifaires préférentiels, consultez le rapport du *Congressional Research Service* intitulé « Trade Preferences: Economic Issues and Policy Options », disponible en ligne : <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R41429.pdf>

Sources : « Ways & Means Posts Second MTB; Funding Scarce for GSP, ATPDEA », *Inside US Trade*, vol. 28, no 46, 26 novembre 2010. « New Senate Republican Earmark Ban Puts MTB Push in Serious Trouble », *Inside US Trade*, vol. 28, no 45, 19 novembre 2010. Jake Sherman, « Boehner: Earmark Move Restores 'Trust' », *Politico*, 15 novembre 2010, en ligne: <http://www.politico.com/news/stories/1110/45145.html> Peter Roff, « Why the Republican Earmark Ban Matters », 16 novembre 2010, en ligne: <http://politics.usnews.com/opinion/blogs/peter-roff/2010/11/16/why-the-republican-earmark-ban-matters>

¹ Consultez à ce sujet la Chronique commerciale américaine du 13 janvier 2010, en ligne : <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/10-01-13.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010

Propriété intellectuelle

Le Sénat s'attaque à la contrefaçon dans le commerce en ligne

Le 18 novembre dernier, le comité Judiciaire du Sénat a approuvé à l'unanimité le dépôt du projet de loi S.3804, le *Combating Online Infringements and Counterfeits Act* (COICA). Ce projet de loi bipartisan permettrait au département de la Justice de mettre un terme aux activités de sites qui vendent ou partagent des biens contrefaits ou faisant l'objet de droits de propriété intellectuelle (DPI). Les agences compétentes pourraient ainsi obtenir des injonctions qui leur permettraient d'interrompre les services d'un nom de domaine spécifique. Une particularité importante du COICA est d'avoir un impact extraterritorial. Le bureau du procureur général des États-Unis pourrait mettre un terme aux activités d'un site internet situé à l'étranger en exigeant des fournisseurs de service internet, des intermédiaires financiers et des réseaux de publicité qu'ils cessent leurs activités avec un site reconnu fautif de vente de biens contrefaits ou de violation de DPI.

Le projet de loi S.3804 a été déposé par le sénateur Patrick Leahy (D-VT) et est coparrainé par Orrin Hatch (R-UT). Dû aux contraintes d'horaire imposées par la session de fin de mandat (*lame duck session*), le projet de loi ne sera pas soumis au vote du Congrès avant 2011.

Le COICA jouit d'un appui important de l'industrie du divertissement et de l'industrie pharmaceutique dont les produits sont couramment contrefaits, vendus ou échangés illégalement en ligne. Il est cependant critiqué par de nombreux groupes de défense des utilisateurs d'internet qui le considère comme une procédure de censure arbitraire de l'internet.



« L'internet doit être libre, pas sans loi. Le Combating Online Infringements and Counterfeits Act donnera au département de la Justice des outils nouveaux et efficaces pour combattre les sites « voyous », peu importe où les criminels se cachent. »

– Patrick Leahy, communiqué de presse, 18 novembre 2010.

« L'internet est la colle qui cimente le commerce international de l'économie globalisée d'aujourd'hui. Mais c'est aussi devenu un outil utilisé par des voleurs en ligne qui vendent des produits contrefaits et piratés, et ces derniers récupèrent au passage des centaines de millions de dollars de revenus volés aux détenteurs de droits de propriété intellectuelle américains. »

– Orrin Hatch, communiqué de presse, 18 novembre 2010.





Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010

Pour consulter le texte du projet de loi et son évolution au sein du Congrès, voir :
<http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=s111-3804>

Sources : Doug Palmer, « US Senate Panel Passes Bill Against Piracy Websites », *Reuters*, 18 novembre 2010, en ligne : <http://www.reuters.com/article/idUSN1828922520101118> Patrick Leahy, « Senate Judiciary Committee Advances Bipartisan Bill to Combat Copyright Infringement and Counterfeits », *Press Release*, 18 novembre 2010, en ligne : http://leahy.senate.gov/press/press_releases/release/?id=45b5a544-0f49-46d8-9782-ab7a3fe43a1f Electronic Frontier Foundation, « The COICA Internet Censorship and Copyright Bill », en ligne : EFF <http://www.eff.org/coica>

Relations commerciales

États-Unis/Panama : Accord sur l'échange d'informations fiscales et négociations sur le travail.

Une offensive diplomatique panaméenne afin de faciliter l'éventuelle ratification de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Panama ces derniers mois semble porter fruit. Après être entrés en négociation à ce sujet à la mi-octobre 2010, les États-Unis et Panama doivent signer le 30 novembre un accord sur l'échange d'informations fiscales (*Tax Information Exchange Agreement*, TIEA en anglais). De plus, le secrétaire panaméen au Commerce et à l'Industrie, Roberto Henriquez, a profité de rencontres avec de hauts fonctionnaires du bureau du représentant américain au Commerce (USTR) et du département d'État, les 18 et 19 novembre dernier, pour adresser certains des griefs américains en matière de normes du travail.

Le TIEA marque un pas important vers la conclusion éventuelle de l'accord de libre-échange (ALE) entre les deux pays.² Non seulement répond-il au principal grief du gouvernement américain envers Panama, mais il devrait permettre à ce dernier d'être retiré sous peu de la « liste grise » de l'OCDE qui répertorie les paradis fiscaux.

Le vice-ministre panaméen aux Négociations commerciales internationales, Francisco Alvarez de Soto, a confirmé que fonctionnaires panaméens et américains ont discuté des griefs américains concernant les normes du travail à Panama. Il s'est d'ailleurs engagé à étendre certains éléments de son code du travail aux zones franches industrielles du pays.

Alvarez s'est dit optimiste quant à la ratification prochaine de l'ALE avec les États-Unis. La priorité américaine reste cependant le passage de l'ALE avec la Corée du Sud. Malgré l'échec des négociations dans ce dossier au début novembre 2010, la volonté politique américaine de voir l'accord aboutir est forte et pourrait accélérer le processus de négociation. Si Panama adresse effectivement les griefs américains à son endroit, il pourrait bien être second en lice et l'ALE entre les États-Unis et le Panama pourrait être conclue rapidement. Rappelons que Barack Obama s'est engagé à ratifier les trois ALE négociés par l'Administration Bush, soit avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie. Alvarez a aussi déclaré que Panama était intéressé à joindre les négociations du Partenariat transpacifique (TPP).

Source : « Panama, U.S. To Sign TIEA This Month; Panama Says Labor Issues Fixed », *Inside US Trade*, vol. 28, no 45, 19 novembre 2010.

² Consultez à ce sujet la Chronique commerciale américaine du 2 novembre 2010, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-3no29_02-11-10.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

« Under Threat of Higher Food Prices, WTO Members Debate Export Restrictions, Subsidies », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 14, no 41, 24 novembre 2010, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/96974/>

« US May Have to Trade Agri for Autos in Korea Trade Deal », *Reuters*, 22 novembre 2010, en ligne : Bilaterals.org <http://www.bilaterals.org/spip.php?article18525&lang=en>

Laurie Kellman, « Top Republicans Back Ban on 'Pork-Barrel' Earmarks », *Globe and Mail*, 16 novembre 2010, en ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/world/americas/top-republicans-back-ban-on-pork-barrel-earmarks/article1800677/>

Uri Dadush, « Currency Wars », *Q&A*, 15 novembre 2010, en ligne : Carnegie Endowment <http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=41941>

Uri Dadush et Moises Naim, « U.S. Earns Blame for Trade Mess: Uri Dadush and Moises Naim », *Blomberg*, 15 novembre 2010, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/print/2010-11-16/u-s-earns-blame-for-trade-mess-uri-dadush-and-moises-naim.html>

Études économiques et commerciales :

Carl Ek et Ian F. Fergusson, « Canada-U.S. Relations », *Congressional Research Service*, 3 septembre 2010, en ligne : FAS <http://www.fas.org/sgp/crs/row/96-397.pdf>

Jan Kregel, « An Alternative Perspective on Global Imbalances and International Reserve Currencies », *Levy Institute*, Public Policy Brief no. 116, 2010, en ligne : http://www.levyinstitute.org/pubs/ppb_116.pdf

Sallie James, « The U.S. Generalized System of Preferences: Helping the Poor, But at What Price? », *CATO Institute*, Trade Policy Analysis no. 43, 16 novembre 2010, en ligne : http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=12555

Uri Dadush, « Five Surprises of the Great Recession », *Carnegie Endowment for International Peace*, Policy Brief 89, novembre 2010, en ligne : <http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=41963>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278